



MMS Bulletin #108

"Gewalt, Gewalterfahrung und Gesundheit"

Politiques, stratégies et activités de la DDC

La violence comme obstacle pour le développement

Von Milena Mihailovic

La violence dans toutes ses formes est un obstacle pour le développement des sociétés. Les relations entre violence et pauvreté sont reconnues au niveau global. Elle freine les économies des pays, elle détruit la confiance nécessaire entre les gouvernements et leurs citoyens et citoyennes et empêche la création d'un environnement politique favorable à la démocratie et à une société civile apte à fonctionner. En plus, elle rend impossible le développement des individus qui forment la base de cette société.

La Suisse s'est engagée à mettre en œuvre les conventions des droits humains qu'elle a ratifiées et a confirmé son engagement contre la violence dans beaucoup d'activités. La promotion de paix, la prévention des conflits et un engagement sans ambiguïté contre toutes les formes de violence font partie intégrante de sa politique extérieure et aussi de sa politique de développement.

Comme agence publique de développement, la Direction du développement et de la coopération (DDC) doit intégrer les valeurs et principes de l'Etat suisse et de sa politique extérieure dans ses politiques, stratégies et activités. La DDC n'a pas une seule politique ou bien stratégie contre la violence. Les activités de développement menées en faveur d'un monde plus pacifique se comprennent comme complémentaires des efforts de promotion de la paix de la Direction politique du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). La DDC a ses propres lignes directrices sur le développement de la paix dans lesquelles les différentes facettes de la violence armée, des activités internationales contre la violence armée et les dix principes régissant l'action de la DDC sont exposés.

Dans ses activités, la DDC essaye aussi d'appliquer les principes de la bonne gouvernance qui doivent contribuer à la stabilité et la capacité de fonctionnement des états au service de leurs citoyens et citoyennes et ainsi à la prévention de la violence à tous les niveaux.

L'intégrité physique et la non-discrimination

En 2006, la DDC a adopté une politique en matière de droits humains qui a pour objectif une intégration systématique du sujet des droits humains dans toutes ses actions et une orientation de ses activités vers les principes et valeurs des droits humains. Le respect des droits humains fondamentaux comme l'intégrité physique et la non-discrimination est la condition préalable pour le développement d'une société. Barbara Affolter, Human Rights Desk de la Division Gouvernance/DDC; explique: "Eine programmatische Rückbesinnung auf die ärmsten und verletzlichen Gruppen durch die Anwendung des Prinzips der Gleichheit und der Nicht-Diskriminierung (Geschlecht, Rasse, Alter, Herkunft etc.) schärft die Ausrichtung der Projektziele und fördert die Sensibilisierung für Fragen der Interkulturalität. Dieser "disaggregated focus" erlaubt eine genauere Definition der Zielgruppen und verbessert somit die Voraussetzungen für die Qualitätssicherung." La DDC soutient par exemple la ONG Frontline Human Rights Defenders avec le but de soutenir concrètement les défenseurs des droits humains des personnes qui s'engagent de manière pacifique pour les droits humains.

Front Line protège, défend et soutient des activistes, hommes et femmes, dont la santé physique ou psychique est en danger. Tous les deux ans, une conférence à Dublin rassemble plus de cent défenseurs des droits humains venant de plus de soixante-dix pays pour un échange d'informations et l'apprentissage commun, pour le 'capacity building' et l'échange avec des représentants de la politique et de la société civile. Jusqu'à présent, l'organisation a soutenu plus de six cent défenseurs de droits humains avec de l'aide médicale et juridique ainsi qu'avec des mesures de sécurité. Elle a aussi évacué quarante deux personnes directement menacées par la persécution, la torture, la prison et l'homicide de vingt-six pays. Front Line organise des cours locaux, régionaux et internationaux sur des questions de sécurité et de protection, la sécurité dans les technologies d'information et des questions sur les femmes et la sécurité en Afrique, Amérique centrale, Asie, Asie centrale, CEI, le Moyen-Orient et l'Europe. Pour cela, l'organisation conduit régulièrement des recherches sur la situation à Rwanda, Guatemala, en Palestine, au Brésil, en Indonésie, à Sierra Leone et aux Etats-Unis et en publie les résultats. Elle a aussi publié des manuels et 'tool kits' divers sur des questions pratiques de la protection, le savoir sur les technologies d'information et des mécanismes de droits humains.

Promotion de l'égalité entre hommes et femmes

Une dimension de violence de plus en plus reconnu dans le contexte du développement est la violence envers les femmes. En février 2008, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a lancé une nouvelle campagne contre la violence envers les femmes en disant: "Violence against women is an issue that cannot wait. A brief look at the statistics makes it clear. At least one out of every three women is likely to be beaten, coerced into sex or otherwise abused in her lifetime. Through the practice of prenatal sex selection, countless others are denied the right even to exist. No country, no culture, no woman young or old is immune to this scourge. Far

too often, the crimes go unpunished, the perpetrators walk free." La DDC a révisé en 2003 sa politique en faveur de la promotion de l'égalité entre hommes et femmes dont le but est d'assurer que 'toutes ses interventions favorisent l'égalité des hommes et des femmes, afin qu'ils/elles puissent exercer les mêmes droits et jouissent équitablement des retombées du développement'.

Dans son plan d'action pour la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes, la DDC a formulé comme un de ses buts un engagement accru contre la violence à l'égard des femmes. La DDC soutient entre autres des projets contre la violence à l'égard des femmes au Vietnam et au Tadjikistan.

Au Vietnam, la DDC soutient depuis 2003 un projet de prévention de violence domestique mis en œuvre par le 'Centre for Reproductive and Family Health (RaFH)', une ONG locale. Ce projet a pour but de contribuer à l'amélioration de l'égalité genre en réduisant la violence domestique envers les femmes dans les communautés de Duc Long (Nho Quan district) et Lien Son (Gian Vien District). Les activités du projet visent à sensibiliser les autorités et la population locale pour l'égalité entre hommes et femmes ainsi que pour les droits des femmes en utilisant les media, des brochures, des affiches et des clubs pour prévenir la violence domestique et soutenir les victimes par un système d'intervention. A travers les medias locaux, la connaissance de la population locale sur l'égalité genre et les droits des femmes a été améliorée significativement, entre 80% et 95% des gens ont eu accès aux émissions. Les 'Husbands and Fathers' et les 'Wives and Mothers' clubs créés par le projet contribuent au dialogue et à l'échange des opinions sur l'égalité et la violence domestique. Ces clubs sont devenus très populaires et attirent un grand nombre de membres en comparaison avec d'autres clubs. Parmi les initiatives les plus réussies depuis 2005 figurent les discussions organisées avec des femmes victimes de violence et des hommes qui avaient commis des actes de violence domestique envers des femmes. Dans ces discussions, les membres des groupes parlaient sur l'égalité, les droits des femmes, la violence domestique contre les femmes, la prévention contre le SIDA et la gestion de colère ('anger management'). Ces discussions ont réussi à réduire la violence, à augmenter la participation des hommes dans le travail domestique et à améliorer les relations familiales. De plus, ce projet a contribué à la création d'une base solide pour d'autres activités sociales et familiales de l'Union des Femmes. En 2008, la DDC a aussi soutenu un atelier organisé par le ministère de culture, sport et tourisme dans le but de discuter la mise en œuvre effective de la nouvelle loi sur la prévention de la violence domestique et d'établir des mécanismes de coordination entre le gouvernement, des organisations de masse et des ONGs qui s'engagent contre la violence domestique.

Tadjikistan: Programmes de formation pour des médecins et la police

Au Tadjikistan, la DDC a soutenu les premières activités concernant la violence à l'égard des femmes depuis 1999 après que des organisations internationales avaient constaté une situation alarmante concernant la violence domestique envers les femmes dans le pays. Sous l'effet de la

guerre civile, de la crise économique et de la revitalisation des valeurs 'traditionnelles', la situation de femmes et leur statu se détérioraient. L'accès des femmes à l'éducation et aux services publics est devenu plus difficile. Très souvent elles dépendent économiquement des personnes qui les maltraitent. La violence domestique envers les femmes est un grand problème avec des effets négatifs sur la santé physique et psychique surtout des jeunes femmes. Des comportements abusifs de la part des hommes, mais aussi des femmes âgées (surtout les belles-mères) sont fréquents. Les spécialistes sont préoccupés par le chiffre relativement élevé de suicides de jeunes femmes comme conséquence de cette maltraitance.

En 2004, la DDC a commencé à financer le centre de crise 'Bovari' à Dushanbe pour aider les femmes maltraitées. Les femmes victimes à la violence peuvent recevoir dans ce centre, ainsi que dans un autre centre pareil à Kurgan Tube au sud du pays, du soutien psychologique, juridique et médical. En plus, à Kurgan Tube, des jeunes femmes et hommes sont formés dans les droits des femmes. A côté des recherches et de l'aide concrète aux victimes, la DDC a aussi établi des programmes de formation pour des médecins et la police pour leur enseigner comment traiter correctement les victimes de violence domestique. Le projet travaille aussi sur des campagnes nationales de sensibilisation et coopère étroitement avec les autorités compétentes.

Les projets susmentionnés ne sont qu'un échantillon des activités de la DDC contre la violence. On pourrait aussi mentionner des actions contre la traite de femmes dans la CEI et la région du méditerrané ou bien contre les mutilations génitales des femmes. A travers ces actions, la DDC considère le respect de l'intégrité physique et psychique des femmes comme un élément de la promotion de l'égalité des genres et des droits humains. Toutes les formes de violence sont liées – la violence contre les femmes et la violation des droits humains s'augmentent dans des situations d'instabilité politique ou économique, de guerre ou post-conflit. C'est pourquoi l'engagement contre la violence à l'égard des femmes ou des activistes de droits humain fait partie intégrante de son engagement pour la paix.

** Milena Mihajlovic est conseillère genre au sein de la Section Gouvernance de la DDC. Contact: milena.mihajlovic@deza.admin.ch*

Références

Documents de la DDC:

- Prévention du recours à la force et coopération internationale:
http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Themes/Prevention_et_transformation_des_conflits/Prevention_du_recours_a_la_force
- Gouvernance:<http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Themes/Gouvernance>
- Egalité des genres et promotion de l'égalité des chances:
<http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Themes/Genre>



Kontakt

Deutschschweiz

Medicus Mundi Schweiz
Murbacherstrasse 34
CH-4056 Basel
Tel. +41 61 383 18 10
info@medicusmundi.ch

Suisse romande

Medicus Mundi Suisse
Rue de Varembe I
CH-1202 Genève
Tél. +41 22 920 08 08
contact@medicusmundi.ch

Bankverbindung

Basler Kantonalbank, Aeschen, 4002 Basel
Medicus Mundi Schweiz, 4056 Basel
IBAN: CH40 0077 0016 0516 9903 5
BIC: BKBBCHBBXXX